



Espace de Ressources Pédagogiques des Archives du Var

Références du document

Titre : **La République du Var**

Date : 7 février 1934

Nature : Une de quotidien

Cote : 191 PRS 197

Titre : **Le Petit Var**

Date : 7 février 1934

Nature : Une de quotidien

Cote : 226 PRS

Intégration pédagogique

Niveau de classe concernée : Troisième, Première

Place dans le programme : Les crises des années 1930 en France.

Problématique(s)

Comment la France démocratique affronte la crise du 6 février 1934 ?

7 FEVRIER 1934

LE PETIT VAR

Journal Républicain socialiste quotidien

SOIR D'EMEUTE A PARIS

De terribles bagarres ont mis aux prises les manifestants avec la garde républicaine et la police de la capitale.

LES BARRAGES AYANT ETE ROMPU, LA FOULE EST PARVENUE DEVANT LE PALAIS-BOURBON

On compte des morts et de nombreux blessés

A la Chambre, les parlementaires ont délibéré dans le tumulte

Le gouvernement ordonne l'ouverture d'une information pour complot contre la sûreté de l'Etat

7 FEVRIER 1934

LA REPUBLIQUE DU VAR

LES EMEUTES DE PARIS

LE CABINET DALADIER EST DEMISSIONNAIRE

A 14 heures, M.Daladier a fait à la presse la communication suivante:

« Le Gouvernement responsable de l'ordre se refuse à l'assurer aujourd'hui avec le concours de moyens exceptionnels susceptibles d'entraîner une répression sanglante et une effusion de sang. Il ne veut pas employer les soldats contre les manifestants. J'ai donc remis à M. le Président de la République la démission du Cabinet. »

M. Albert Lebrun a commencé ses consultations

Le Petit Var est un quotidien du matin de Toulon créé le 22 septembre 1880 par Henri Dutasta, radical anticlérical, maire de Toulon en 1878. A partir de

1910, le Petit Var s'imprègne de l' « esprit socialiste » pour devenir dans les années 1920 un journal Républicain socialiste.

La République du Var est un quotidien du soir créé le 13 décembre 1894 à Toulon . C'est un journal républicain modéré qui s'ancre à droite. Il dénonce « la menace bolchevique » en 1919 et soutient le Bloc national de 1924.

En 1933, les destins des deux quotidiens se lient. Ils ont le même propriétaire, Raymond Patenôtre, homme politique de gauche, le même rédacteur en chef, le même siège avenue de Strasbourg à Toulon. La République du Var s'oriente alors à gauche et soutient en 1936 le Front Populaire....

En 1938, Raymond Patenôtre se défait de ces titres et la République du Var retourne à droite tandis que le Petit Var entame lui, un glissement vers la droite. Les deux journaux disparaissent à la Libération et sont remplacés d'abord par le Var Libre (du 29 août 1944 au 24 octobre 1944) puis par la Liberté du Var.

Piste(s) d'exploitation pédagogique

- Dresser le bilan immédiat du 6 février 1934 .
- Aborder le traitement de l'information dans la presse en dégagant les thèmes développés dans les deux « unes ».
- Dresser un paysage politique de la France dans les années 1930.
- On peut également utiliser les descriptions et les réactions des journalistes face à l'événement .

Ouvertures

Les élections législatives de 1932 en France.

Les élections législatives de 1932 se déroulent dans un contexte de crise économique et sociale. Les premiers effets de la crise mondiale se font sentir dans une France jusqu'alors épargnée.

La gauche l'emporte en nombre de siège et l'on pense alors à un second « Cartel des gauches » mais le Parti Radical ne désire pas d'une participation socialiste au gouvernement et se contente d'un soutien parlementaire de ces derniers. La législature s'annonce instable malgré cette apparente majorité. Les socialistes s'opposent à la politique financière des radicaux tandis que ces derniers se méfient toujours de l' « ami » socialiste . Le PC quant à lui applique sa stratégie de « classe contre classe ».

L'émiettement à droite se confirme tandis que la crise provoque quelquefois dans ces droites une perte de confiance dans le libéralisme et une attirance vers des régimes plus autoritaires ...

Une instabilité gouvernementale.

Les chefs de gouvernements radicaux qui se succèdent entre les élections de 1932 et le 6 février 1934 sont confrontés à une double problématique. Ils doivent s'assurer le soutien des milieux financiers et des élus modérés du Parlement en pratiquant une politique financière déflationniste accompagnée de rigueur budgétaire tout en conservant l'appui des socialistes qui, eux, prônent une politique de relance économique par l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs.

Édouard Herriot, Joseph Paul-Boncourt, Édouard Daladier, Albert Sarrau, Camille Chautemps vont, tour à tour, tenter de gouverner le pays sans parvenir à concilier ces problématiques contradictoires... Leurs gouvernements sont renversés les uns après les autres. La France s'enfoncé alors dans l'instabilité et la paralysie.

L'affaire Stavisky.

C'est dans ce contexte de doute et de dysfonctionnement qu'éclate l'affaire Stavisky. Alexandre Stavisky, beau parleur, escroc, a obtenu 19 renvois successifs dans les procès le concernant grâce aux nombreuses connaissances qu'il avait su lier, notamment parmi le personnel politique radical... Une dernière escroquerie, l'affaire du Crédit Municipal de Bayonne, dévoilée fin 1933 amène au suicide, vrai ou supposé, de l'escroc. Le « Canard Enchaîné » de l'époque titre « *Stavisky se suicide d'un coup de revolver qui lui a été tiré à bout portant* » .

Ce scandale politico-financier va être exploité par la presse de droite et d'extrême droite qui voit là l'occasion de mettre à bas le gouvernement et pourquoi pas le régime. L'antiparlementarisme, la xénophobie (Stavisky est d'origine

ukrainienne), l'antisémitisme (Stavisky est juif), l'anti-maçonnerie (de nombreuses personnalités radicales appartiennent à la franc-maçonnerie), se déchaînent.

L'Action française et les Ligues d'extrême droite manifestent de plus en plus violemment. Des associations d'anciens combattants, les Croix de Feu du colonel de La Rocque, demandent le retour aux valeurs pour lesquelles ils ont combattus et se mêlent également à ces manifestations antiparlementaires.

Le 6 février 1934.

Le limogeage du préfet de police Jean Chiappe, soupçonné de trop grande mansuétude vis à vis des ligues d'extrême droite devient le prétexte d'une grande manifestation dirigée contre le Parlement le 6 février 1934, jour où le nouveau président du Conseil, Édouard Daladier sollicite la confiance des députés pour son nouveau gouvernement.

C'est aux cris d' « A bas les voleurs », « A bas les assassins » que se retrouvent des manifestants venant de plusieurs horizons. Anciens combattants (ARAC, UNC), Croix de Feu et ligues d'extrême droite, Action française et ses Camelots du Roi, association de contribuables, se dirigent vers la Place de la Concorde où se déroulent les premières échauffourées. Si la plupart des anciens combattants et les Croix de Feu se retirent de la manifestation, l'Action française et les Ligues provoquent de sanglants affrontements avec les gardes mobiles tandis qu'à l'Assemblée certains députés de droite jouent la montre en attendant que l'émeute batte son plein... La nuit voit se poursuivre les violences. Le lendemain, on compte 15 morts et presque 1500 blessés.

Le 7 février 1934, Édouard Daladier démissionne tandis que se met en place un gouvernement d'Union nationale dirigé par l'ancien président de la République Gaston Doumergue. Il s'appuie sur les radicaux et la droite modérée .

ARAC : Association Républicaine des Anciens Combattants, à l'époque fortement influencée par le Parti Communiste.

UNC : Union Nationale des Combattants à l'époque plutôt proche de la droite.

Croix de Feu : Ligue d'anciens combattants nationalistes français créée en 1927 et dirigée par le colonel de La Rocque.

Action française : mouvement politique d'extrême droite , nationaliste, royaliste, xénophobe, antisémite

Liges d'extrême droite : organisations politiques d'extrême droite hostiles à la République parlementaire. Les liges seront dissoutes par le gouvernement de Léon Blum en juin 1936.

Cartel des gauches : coalition victorieuse aux élections législatives de 1924 regroupant radicaux et socialistes.

Liens

- Pour la presse locale :

Margueritte (Michel), *La presse dans le Var de 1848 à 1880*, in Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de Draguignan et du Var, année 1980, tome XXV, p 45 .à 63.

Galfre (Charles), *150 ans de presse varoise de Jean Sèrène à Jean Faron*, in Bulletin de

L'Académie du Var, 1982, p 53 à 72.

Jean Watelet, *Bibliographie de la presse française politique et d'information générale de 1865 à 1944, Var*, Paris ,BN, 1978.

[http://www.etab.ac-](http://www.etab.ac-caen.fr/discip/action_culturelle_academique/serviceseducatifs/pdf/archives61_lettre32.pdf)

[caen.fr/discip/action_culturelle_academique/serviceseducatifs/pdf/archives61_lettre32.pdf](http://www.etab.ac-caen.fr/discip/action_culturelle_academique/serviceseducatifs/pdf/archives61_lettre32.pdf)

- Pour le 6 février 1934 :

Serge Berstein, *Le 6 février 1934*, Julliard, Paris, 1975, coll. « Archives »

Michel Winock, *La Fièvre hexagonale : Les grandes crises politiques de 1871 à 1968*, Le Seuil, Paris, 2001, coll. « Points Histoire »